

Face à l'extrême droite : faisons front populaire !

Les élections européennes ont amplifié la crise démocratique : la moitié des citoyen-nes ne se sont pas déplacé-es pour voter.

Parmi les votant-es, l'extrême droite a recueilli plus d'une voix sur trois.

Macron ouvre les portes du pouvoir à la famille Le Pen et l'extrême droite.

À la suite de ce résultat dramatique, le président pyromane tente un ultime coup politicien. En choisissant la dissolution, à ce moment-là, le président espère se poser une nouvelle fois en recours face à l'extrême droite, alors qu'il n'a cessé de lui faire la courte échelle, notamment avec son ignoble loi « asile et immigration ». Cette manipulation des institutions pour son seul profit politique est inacceptable !

Désormais, nous allons devoir élire une nouvelle Assemblée nationale.

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour les salarié-es actif-ves et retraité-es.

L'extrême droite ose faire campagne sur les questions sociales, mais c'est une imposture électoraliste.

C'est pour cela que les patrons se mettent progressivement à soutenir et promouvoir l'extrême droite. Leur programme commun, c'est le recul de nos droits.

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour la démocratie et pour les libertés publiques. Il n'y a qu'à voir la manière dont elle a attaqué des associations comme le Secours populaire dans les mairies qu'elle a arrachées.

Lorsque l'extrême droite prend le pouvoir, elle change les règles pour le garder. On ne peut pas « essayer » des gens qui sont aussi dangereux.



À chaque fois qu'elle a eu l'occasion d'agir, en votant au Parlement européen ou à l'Assemblée nationale, l'extrême droite a défendu les intérêts des riches et des multinationales, jamais ceux des salarié-es ou des retraité-es.

Elle dit même ne pas revenir sur la retraite à 64 ans ! Elle est absente de toutes les mobilisations sociales et s'oppose aux grèves.

La CGT appelle les salarié-es et les retraité-es à ne pas donner une seule voix à l'extrême droite lors des élections législatives !

Chaque voix compte et comptera au lendemain des élections !

**VOIR NOS REVENDICATIONS
AU VERSO**

NOUS VOULONS DU CHANGEMENT DANS NOS VIES !

NOS REVENDICATIONS SONT AU COEUR DE CETTE ÉLECTION !

La poursuite de la politique néolibérale qui est menée depuis vingt ans, marquée ces dernières années par les reculs des salaires et des pensions ou des droits au travail, dont Emmanuel Macron a été le champion sourd et violent, est également une impasse. Elle a nourri l'extrême droite et détruit la confiance envers le système politique.

Le patronat porte une immense responsabilité, puisqu'il a fait prévaloir les intérêts des grandes fortunes et des multinationales au détriment de l'intérêt général. La liste de ses méfaits est longue, régressions sur les retraites et le chômage ; baisse de des salaires en ne payant plus les cotisations sociales qu'il exonère au patronat; budgets d'austérité sur les services publics et casse du sta-

tut des fonctionnaires ; cadeaux fiscaux aux milliardaires et aux entreprises ; lobbying pour les accords de libre-échange qui dérèglent et provoquent les délocalisations massives ; défense de l'agro-business qui fracasse les campagnes.

Le résultat, c'est que nous avons du mal à boucler les fins de mois, que l'école, l'hôpital, l'énergie, les transports sont dans un état déplorable, alors que les dividendes versés aux actionnaires battent des records chaque année.

Nous avons besoin de trouver et de mettre en œuvre des réponses aux problèmes quotidiens qui pourrissent nos vies !

La dissolution de l'Assemblée nationale doit nous permettre d'élire des député-es qui portent ces réponses.

La mobilisation populaire a poussé la gauche à s'unir et à reprendre de nombreuses propositions du mouvement social.

POUR SATISFAIRE NOS REVENDICATIONS, IL NOUS FAUT LE FRONT POPULAIRE, EN VOICI QUELQUES UNES

- Augmentation des salaires et leur indexation sur les prix : **+ de salaire = + de cotisations = + pour les pensions de retraite !**
- Retraite minimum à 2000 € bruts mensuels.
- Renforcement de la Sécurité Sociale protectrice des citoyens pour aller vers le 100 % Sécu.
- Pôle public du médicament : pour lutter contre les pénuries et les profits indécents des laboratoires.
- 100 000 emplois pour les hôpitaux et les réseaux de soins publics pour mieux répondre aux besoins.
- 200 000 emplois pour les EHPAD et aides à domicile.

EN PLUS DE LA PRESSION POPULAIRE POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, LES SOLUTIONS REPOSENT AUSSI SUR NOTRE IMPLICATION EN COMMENÇANT PAR NOUS SYNDIQUER POUR NOUS ORGANISER.

- J'adhère à la CGT retraité-es
 Je souhaite prendre contact

Nom

Prénom.....

Adresse

Tel.....

Internet.....



Les grands médias vous mentent, le pouvoir d'achat des retraité-e-s baisse !



Vous vous en doutez ? Vous le constatez ? Venez le mesurer personnellement*!

Chaque mercredi après-midi de 14 à 16h à la Bourse du travail de Bagnole

13, rue P et Marie Curie
93170 - Bagnole (entre-sol)

Cette action est possible grâce au calculateur de perte de pouvoir d'achat, mis en place par l'Union Confédérale des Retraité-e-s CGT

Bulletin d'adhésion à apporter le mercredi après midi à la permanence des retraité-es, ou à retourner à Bourse du travail Section des retraité-es CGT de Bagnole/Les Lilas
13, rue Pierre et Marie Curie 93170 -Bagnole